DIX JOURS APRÈS LES ÉMEUTES

Diar Echems, le poids des maux

Dix jours après les émeutes, Diar Echems observe une trêve. Les promesses de relogement faites par le gouvernement semblent avoir apaisé les esprits. Un recensement commencera demain, selon les habitants. Une lueur d'espoir qui est à l'origine de cette accalmie…

Wassila Zegtitouche - Alger (Le Soir) - Quartier des Jasmins. Onze heures. Les commerces sont ouverts, les marchands ambulants sillonnent les rues et les cafés sont bondés de monde.

En cette veille du 1er Novembre, on croise des agents qui s'affairent à réparer les abribus. Passage du cortège présidentiel oblige. Alger fait sa toilette. Et Diar Echems aussi. Une exception cette année, selon les résidants.

Arrivés sur les lieux, nous franchissons le seuil de la pauvreté, de la misère. Des amas d'ordures «ornent» les allées et les bas d'immeubles. Des odeurs nauséabondes s'y dégagent à vous couper le souffle. On se croirait dans une décharge.

Saleté, antennes paraboliques sur les façades, linge étendu. Un décor qui renseigne sur le mal-être des habitants. Aucune trace des émeutes déclenchées onze jours auparavant. Mais pas dans les esprits des habitants. La misère est encore là. Elle s'accroche aux pans des 1 500 habitants.

Le poids des maux pèse toujours aussi lourd sur le cœur des habitants. Au milieu de ce décor funeste, des jeunes, regroupés non loin d'un garage de mécanicien, nous rejoignent. Ils sont optimistes.

Les autorités concernées leur ont promis de les reloger, nous disent-ils. Cependant, ils les appellent à garder leur calme. En médiateur, l'imam contribue au respect de la trêve.

«Selon les responsables, un recensement débutera lundi (demain ndlr). Pour l'instant nous observons une trêve», nous explique l'un d'eux.

Pourtant leur souffrance, même muette, perdure. Leur lutte pour la survie se fait sur fond d'une misère grandissante dans des «F0», nous disent sur un ton ironique nos jeunes interlocuteurs

Photo : Samir Sid

Une souffrance qui perdure.

Souakri Saïd nous invite à entrer dans «sa maison». Une baraque construite illicitement. Le seuil de la porte franchi, une odeur de moisis nous prend à la gorge. Nous nous retrouvons directement au milieu d'une pièce.

Au fait, sa maison se constitue d'une pièce. Un petit coin situé à droite à l'entrée fait office de cuisine. Des matelas sont entreposés au fond de la pièce, pour faciliter les mouvements à l'intérieur de la maison.

Une grande armoire, prête à s'écrouler sous la tonne de couvertures et autres objets déposés pardessus. Avec le meuble TV, le canapé sur lequel sont disposés les matelas et l'armoire sont les seuls meubles que possèdent les Souakri.

Une machine à coudre fait aussi partie du patrimoine de cette famille de 5 personnes.

Un gagne-pain. «Cela fait plus de 15 ans que nous formulons des demandes de logement auprès des autorités locales. Une pile de dossiers, tous restés sans réponse», lance Saïd.

Pour ce dernier, il n'est plus supportable de devoir envoyer ses 3 enfants dans la rue, le temps de se changer. Autour de nous, des voix s'entremêlent. Des voix qui se rejoignent dans un seul écho pour crier leur ras-le-bol.

Une misère vécue au quotidien. Une misère vieille de près de 50 ans. Presque à l'unisson, ils nous déclarent : «Ils sont en moyenne 10 personnes à se partager un F1. Allez les faire dormir dans une pièce-cuisine»… Une équation difficile à résoudre !

Une grande majorité des jeunes de ce quartier font dans la débrouille. La débrouille, même quand il s'agit de se trouver un petit mètre carré pour dormir. Pour cela, ils s'organisent au rythme des saisons. «Nous attendons avec impatience l'arrivée de l'été pour occuper les corridors. On y est plus à l'aise», nous confie une jeune assis sur le rebord du trottoir.

Les hommes sont la plus grande partie du temps dans la rue. Un moyen de laisser plus d'espace aux femmes. Ici, nous rappellent les habitants, l'intimité, ils ne connaissent pas.

Demain ils descendront, drapeaux et portraits du président à la main, assister au défilé du 1er Novembre. «C'est pour démontrer à celui qui nous a traité de voyous que nous sommes des pacifistes.»

Pour ce jeune habitant, fraîchement marié, son souhait serait de convier un des hauts responsables dans sa «cage». Sur ce, nous quittons Diar Echems sur les commentaires des jeunes qui ont bien voulu nous dévoiler un pan de leur misérable vie.

W. Z.

LUTTES SOCIALES

Le PST appelle «les masses populaires à s'impliquer davantage»

La grogne sociale n'est pas faite pour déplaire au Parti socialiste des travailleurs (PST). Les grèves ou encore les mouvements de protestations qui se suivent pour exiger une vie décente sont «un trésor de mobilisation», selon Salhi Chawki, porte-parole du parti. La mobilisation populaire est seule susceptible d'éviter l'effondrement social.

Le hic, selon M. Chawki, c'est qu'en terme d'expression politique, les luttes populaires n'ont ni porte-voix politique ni cadre organisé social, politique ou syndical pour se construire en alternative.

Le PST qui appelle les masses populaires à s'organiser en force politique, estime que sans ce cadre organisé les classes populaires verront leur combat social détourné. «Il faut aller aux masses, s'impliquer dans les syndicats, les associations et les collectifs de lutte, trouver les médiations pour s'adresser aux travailleurs, aux jeunes et à la société», a précisé le porte-parole du parti qui appelle à bâtir la solidarité et le soutien aux luttes.

Par ailleurs, le PST qui s'est réuni hier pour débattre de la situation politique nationale et de la commémoration du 20e anniversaire de la proclamation du parti et le 35e anniversaire de son congrès de fondation, faisant un tour d'horizon sur la situation économique, considère que la loi de finances 2009 est une demi-mesure.

Le conférencier estime qu'il faut un tournant plus radical pour protéger l'économie nationale. «On prétend contester l'ouverture débridée mais le libéralisme et la dépendance restent», a-t-il indiqué.

Selon M. Chawki, promulguer un décret pour limiter les importations, et, d'un autre côté, «importer» des ingénieurs pour gérer les grands projets, notamment le port ou le tramway, est tout à fait contradictoire puisque ces ingénieurs vont finir par transférer leurs bénéfices.

Salima Akkouche

IL A PRÉSIDÉ LA CÉRÉMONIE DU 20e ANNIVERSAIRE DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL

Bouteflika prononce un discours de circonstance

C'est un discours de circonstance, qui n'a pas duré plus de dix minutes, qu'a prononcé le président de la République hier au Conseil constitutionnel. Bouteflika a lu son texte d'une voix monocorde lors de la célébration du vingtième anniversaire de la création de l'institution de Bessaïeh.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - L'occasion pour le chef de l'Etat de rappeler les circonstances ayant conduit à la création du Conseil constitutionnel et qui, selon ses propos, a été dictée par la nécessité de respecter des libertés et le principe de la séparation des pouvoirs.

Au premier responsable de l'institution, Bouteflika a demandé plus d'ouverture «sur son environnement national, en communiquant avec les universités et les centres de recherche et en ouvrant les portes» pour, dit-il, permettre aux chercheurs, aux hommes de droit et aux étudiants de prendre connaissance de ce que le Conseil fait pour «tirer profit du capital jurisprudentiel que recèle le Conseil constitutionnel», «vulgariser la culture constitutionnelle et répandre les valeurs de la citoyenneté».

Bouteflika a profité de son passage au Conseil constitutionnel pour faire l'éloge du chemin parcouru en vingt ans, en saluant «les activités menées par le Conseil constitutionnel dans l'établissement de relations d'échange et de coopération solides avec d'autres tribunaux et conseils constitutionnels, ainsi qu'avec les organisations et les espaces régionaux et internationaux compétents», en appelant à «l'élargissement et au renforcement de ces relations afin d'être au diapason du développement du contrôle de constitutionnalité à travers le monde et en tirer profit».

Photo : Samir Sid

Le président Abdelaziz Bouteflika.

N. I.